

## Panorama de la Guadeloupe

### CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Basse-Terre
Superficie	1 628 km <sup>2</sup>
Situation géographique	Arc Antillais - New York à 2 950 km, Paris à 6 800 km, Martinique à 200 km
Langues parlées	Français et créole
Monnaie	Euro
Statut	Département et région d'outre-mer (DROM) et Région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2010)	38
Représentation nationale	4 députés, 3 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

### Repères historiques

La Guadeloupe appartient à un chapelet d'îles en demi-cercle qui forment l'Arc Antillais, entre Porto Rico et le continent américain. Son histoire est étroitement liée à l'expansion coloniale des Européens dans la Caraïbe. Les traces des premiers habitants, qui seraient originaires d'Amérique du Sud, remontent à 3 500 av. J.-C. L'île a ensuite été occupée par les Indiens arawaks vers 700 av. J.-C. Entre le IX<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle, les Indiens caraïbes ou kalinas arrivent dans l'île et la baptisent Karukéra (« l'île aux belles eaux »). Christophe Colomb débarque le 4 novembre 1493 à Sainte-Marie et nomme l'île « Guadeloupe ».

Vers 1644 se dessine la vocation économique de la Guadeloupe avec la culture de la canne à sucre qui exige une importante main-d'œuvre, issue du commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et le continent américain. Le « code noir » de 1685 organise la vie économique et sociale. Après une première tentative sous la convention en 1794, il faudra attendre 1848 pour que l'abolition de l'esclavage soit définitivement promulguée sous l'impulsion du député Victor Schœlcher. Les premiers travailleurs volontaires venus des Indes arrivent à Saint-François en 1853 afin de remplacer la main-d'œuvre manquante dans les plantations.

Depuis 1871, sans interruption, la Guadeloupe est représentée au parlement français. Le 19 mars 1946, l'Assemblée nationale institutionnalise la Guadeloupe en tant que département français d'outre-mer (DOM). Ce nouveau statut provoque de profonds bouleversements de la société guadeloupéenne. Il transforme sa structure économique, permet de développer ses infrastructures et modifie progressivement les conditions sociales des populations.

Le 7 décembre 2003, une consultation de l'ensemble du corps électoral est organisée pour se prononcer sur la création d'une collectivité unique se substituant au département et à la région dans le cadre de l'article 73 de la constitution. Le « non » l'emporte à 72,5 % des suffrages exprimés avec un taux de participation de 50,4 %. La loi du 21 février 2007, portant sur les dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer, crée en accord avec le choix des populations concernées, les deux nouvelles collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (les « îles du Nord »), jusqu'alors communes de la Guadeloupe.

### Organisation institutionnelle

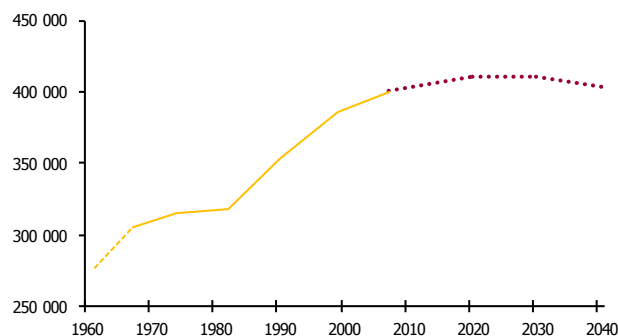
Le cadre institutionnel de l'Outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à la réforme de l'organisation décentralisée de la République. Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946 et celle du 31 décembre 1982, la Guadeloupe est un département et une région mais, à la différence de ses homologues de l'Hexagone, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. Désormais, les DOM sont devenus des DROM (départements et régions d'outre-mer) régis par le principe de l'identité législative, conformément à l'article 73 de la Constitution. Néanmoins, des adaptations aux lois et règlements qui prévalent en métropole sont autorisées, dès lors qu'elles sont motivées par « les caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités ». Au niveau communautaire, la Guadeloupe, comme les autres DROM, est une Région ultrapériphérique (RUP). Ce régime prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire et permet de bénéficier des fonds structurels.

## UNE POPULATION EN VIEILLISSEMENT

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, la population de la Guadeloupe (hors îles du Nord) est estimée à 403 750 habitants, soit 0,6 % de la population nationale. Sur la période 2007-2014, le taux de croissance annuel moyen de la population s'est sensiblement réduit par rapport à celui relevé entre 1990 et 1999 (1,0 % par an), pour s'établir à 0,1 %. La baisse du rythme de croissance démographique annuel s'explique par la lente érosion du solde naturel (+0,7 %) et l'aggravement du solde apparent des entrées-sorties (-0,5 %). Selon les projections de l'Insee, en 2040, la Guadeloupe aurait un nombre d'habitants estimé à 404 000, quasiment identique à celui de la population actuelle.

Si la population de l'archipel est plus jeune que celle de métropole, elle vieillit en raison de la baisse de la natalité et d'un solde migratoire déficitaire. En 2040, la part des moins de 20 ans devrait être proche de 22 % et celle des plus de 60 ans devrait atteindre les 40 %. La Guadeloupe sera alors la troisième région la plus âgée de France, derrière la Corse et la Martinique.

Population de la Guadeloupe à l'horizon 2040



Source : Insee ; Projections de population à l'horizon 2040 selon le scénario central

### Indicateurs démographiques<sup>(1)</sup>

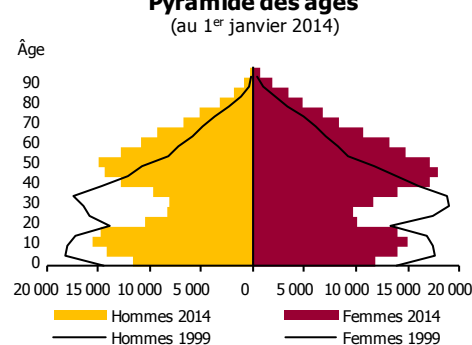
	Guadeloupe	France
Population (en milliers, en millions pour la France, au 01/01/14)	404	66,3 <sup>(2)</sup>
Part des moins de 20 ans (en %, au 01/01/14)	27,5	24,4*
Part des 20 - 59 ans (en %, au 01/01/14)	50,6	51,2*
Part des plus de 60 ans (en %, au 01/01/14)	21,9	24,4*
Densité de population (hab./km <sup>2</sup> , 2014)	248	117*
Croissance annuelle moyenne de la pop (en %, de 2007 à 2014)	0,1	0,5*
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2014)	12,6 <sup>(3)</sup>	12,4
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2014)	7,3 <sup>(3)</sup>	8,4
Taux de mortalité infantile 2011-2013	8,7	3,5
Indice conjoncturel de fécondité (2014)	2,17 <sup>(3)</sup>	2,01
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2014)	84,7 <sup>(3)</sup>	85,4
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2014)	76,3 <sup>(3)</sup>	79,2

(1) Sauf mention contraire, les résultats sont arrêtés à fin 2014 (2) au 01/01/2015 (3) données 2013

\* résultats pour la France métropolitaine

Sources : Insee, statistiques de l'état civil et estimation de population ; ONU (WPP : The 2012 revision) pour la densité de population de la France métropolitaine en 2014. Pour la Guadeloupe, la densité de population est obtenue en divisant la population au 01/01/14 par la superficie (égale à 1628 km<sup>2</sup>)

### Pyramide des âges



Source : Insee, recensement de la population 1999 et estimation de la population 2014

## PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Guadeloupe a bénéficié d'une croissance économique soutenue entre 1993 et 2008 (+3,2 % par an, en volume), tirée par la consommation et l'investissement. Cette période de croissance élevée s'est accompagnée d'une tertiarisation accrue des activités et s'est traduite par un rattrapage de niveau de vie avec l'Hexagone : en 2008, le PIB/hab. de la Guadeloupe représentait près de 60 % du PIB/hab. national, contre seulement 37 % en 1994. Cependant, la crise économique ainsi que d'importantes grèves ont significativement affecté l'économie de la Guadeloupe, faisant chuter le PIB en volume de 4,4 % en 2009. Le rebond de l'activité en 2010 (+1,2 %) n'a pas permis de retrouver le niveau d'avant-crise. La croissance, faiblement soutenue par la consommation des ménages et l'investissement, demeure modeste depuis 2011 (entre 0 % et 1 %). En 2013, la Guadeloupe affiche un niveau de croissance faible (+0,7 % en volume), mais stable par rapport à 2012. Toutefois, elle reste légèrement plus dynamique que celle observée pour la France entière (+0,3 %).

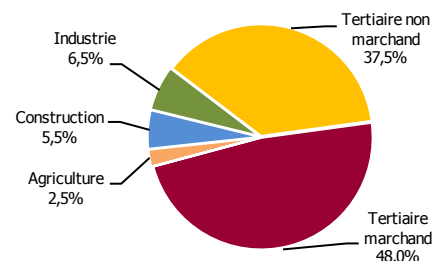
### Principaux indicateurs économiques

	Guadeloupe	France
PIB (milliards d'euros courants, 2013)	8,1 <sup>(1)</sup>	2 113,7
Taux de croissance du PIB (en %, 2013)	0,7 <sup>(1)</sup>	0,3
PIB par habitant (euros courants 2013)	20 072 <sup>(1)</sup>	32 190
Taux de chômage (en %, 2014)	23,7 <sup>(2)</sup>	9,9 <sup>(2)</sup>

(1) Estimations Cerom (2) Enquête emploi Guadeloupe 2014, taux de chômage pour la Guadeloupe et la France métropolitaine

Sources : Insee, Cerom

### Répartition de la valeur ajoutée en 2010

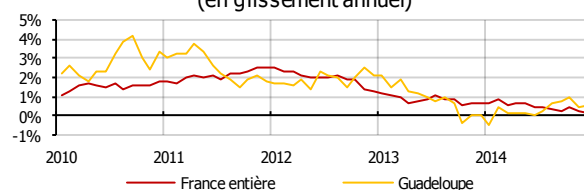


Sources : Insee, CEROM - Comptes définitifs 2010

### Baisse progressive de l'inflation depuis 2010

Entre 2000 et 2008, l'inflation en Guadeloupe enregistre une croissance annuelle moyenne de 2,1 %, proche de celle de la France entière (+1,9 %). L'inflation diminue fortement en 2009 (+0,2 %) en lien avec la crise économique et sociale mais elle augmente sensiblement (+2,8 %) en 2010, principalement en raison de la hausse des prix de l'énergie. Depuis, l'inflation connaît une baisse progressive pour atteindre +0,3 % en 2014. En 2013 et 2014, les prix de l'énergie diminuent respectivement de 0,3 % et 3,3 % et contribuent négativement à l'évolution.

### Indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



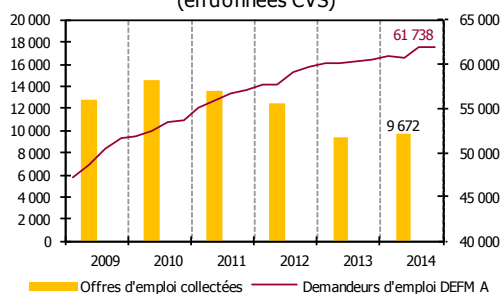
Source : Insee

## Un marché du travail toujours sous tension

En 2014, le taux de chômage s'élève en Guadeloupe à 23,7 % en moyenne sur l'année et sur la période 2001-2013. Ce taux est largement supérieur à celui observé en France métropolitaine (9,9 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A), qui ne cesse de croître depuis 2009, atteint un nouveau record à 61 738 en 2014 (+2,2 % par rapport à 2013). Le rythme de progression est plus faible que celui de la France entière (+5,4 %). Les seniors contribuent exclusivement à la hausse des demandeurs d'emploi. Entre 2010 et 2014, les offres d'emploi collectées à Pôle emploi sont orientées à la baisse, enregistrant un taux de croissance annuel moyen de -9,9 %.

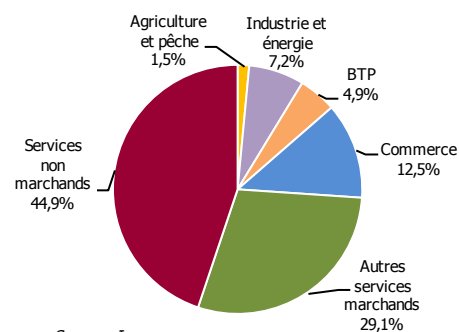
L'emploi salarié reste marqué par la prédominance du secteur tertiaire. En 2013, les services non marchands, qui regroupent l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale, représentent 44,9 % des effectifs salariés, devant la catégorie des autres services marchands (29,1 %) et le commerce (12,5 %). Véritable poumon économique de l'archipel, la zone industrielle et commerciale de Pointe-à-Pitre concentre la grande majorité des emplois.

**Demandeurs d'emploi et offres d'emploi collectées**  
(en données CVS)



Source : DIECCTE

**Répartition de l'emploi salarié en 2013**

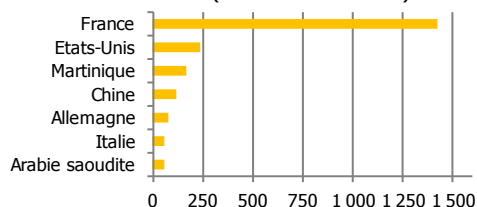


Source : Insee

## Un déficit structurel des échanges commerciaux

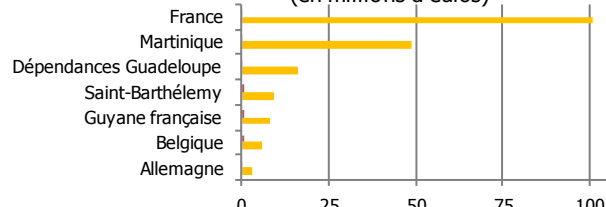
À l'image des autres DOM, la Guadeloupe se caractérise par la faiblesse de ses exportations et un recours important aux importations : le taux de couverture des échanges s'établit à 8,0 % en 2014 (contre 7,6 % en 2004). La France représente 55,9 % des importations et 48,9 % des exportations, ce qui en fait à la fois le premier fournisseur et le premier client de l'île. La Guadeloupe échange relativement peu avec son environnement régional. Les États-Unis et la Martinique concentrent respectivement 9,4 % et 6,6 % des importations totales. Après la France, les exportations sont principalement à destination de la Martinique, qui concentre près d'un quart des exportations de l'île.

**Les 7 premiers fournisseurs en 2014**  
(en millions d'euros)



Source : Douanes

**Les 7 premiers clients en 2014**  
(en millions d'euros)



Source : Douanes

Importations en valeur (en millions d'euros)	2014*
Autres produits industriels	892,5
Équipements mécaniques et matériels électriques	409,4
Produits des industries agroalimentaires	420,5
Matériels de transport	245,6
Produits pétroliers raffinés	482,6
Produits agricoles et de la pêche	52,5
Autres**	46,4
<b>Total</b>	<b>2 549,5</b>

Exportations en valeur (en millions d'euros)	2014*
Produits des industries agroalimentaires	59,9
Autres produits industriels	36,8
Produits agricoles et de la pêche	39,0
Équipements mécaniques et matériels électriques	26,4
Matériels de transport	16,8
Produits pétroliers, raffinés et coke	12,6
Autres**	13,3
<b>Total</b>	<b>204,9</b>

\* Données provisoires

\*\* Il s'agit pour l'essentiel des hydrocarbures naturels, des autres produits des industries extractives, électricité et déchets, ainsi que des produits de l'édition et de la communication.

Source : Douanes

## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie guadeloupéenne s'est sensiblement modifiée depuis le début des années 90 avec le développement accéléré d'un secteur privé très dynamique, majoritairement de services, supplantant les secteurs traditionnels de l'agriculture, du petit commerce et du bâtiment. En 2010, le tertiaire contribue à hauteur de 85,5 % à la production de richesse, devant les secteurs de l'industrie (6,5 %), de la construction (5,5 %) et de l'agriculture (2,5 %).

Principaux indicateurs sectoriels	2014	04/14 <sup>(1)</sup>
Ventes de ciment, y compris Îles du Nord (en tonnes)	210 043	-2,2 %
Nombre de passagers à l'aéroport hors transit	1 958 488	1,2 %
Nombre de croisiéristes	234 304	4,6 %
Exportations de rhum (en hectolitre d'alcool pur)	58 209	5,0 %
Exportations de bananes (en tonnes)	72 892	0,9 %
Cannes broyées (en tonnes)	587 676	-3,5 %
Production de sucre (en tonnes)	59 249	-2,2 %

<sup>(1)</sup> Taux de croissance annuel moyen

Sources : Lafarge Ciment Antilles, Aéroport Pôle Caraïbe, Guadeloupe Port Caraïbes, Douanes, DIECCTE, Centre technique de la canne à sucre (CTCS)

## Le BTP vit une sortie de crise difficile

Le secteur du BTP a joué un rôle moteur dans l'économie guadeloupéenne : entre 2000 et 2007, le secteur a représenté en moyenne 9 % de la création de richesse de l'île. Traditionnellement fortement pourvoyeur d'emplois directs (6 800 emplois salariés en 2008) et indirects, car consommateur de services d'accompagnement, le secteur est largement tributaire de la commande publique. Déjà en ralentissement en 2008, l'activité du BTP a fortement baissé en 2009, pénalisée par la crise sociale et le ralentissement de la commande publique. Depuis, il vit une sortie de crise difficile.

En 2014, les ventes de ciment sur marché local (hors Iles du Nord) ont continué de diminuer et s'élevaient à 194 206 tonnes. Il s'agit de la plus faible consommation depuis 1986.

## Un potentiel touristique à valoriser

Durant les années 90, le secteur touristique guadeloupéen a enregistré une forte activité. En dix ans, la fréquentation touristique a été multipliée par trois, pour atteindre plus de 600 000 touristes en 2000. Depuis cette date, le secteur touristique connaît des difficultés. La baisse de la fréquentation de l'île a entraîné la fermeture de nombreux hôtels et l'activité de croisière s'est contractée.

Sur la période récente, le tourisme guadeloupéen a montré quelques signes encourageants laissant espérer un redémarrage de l'activité du secteur. Après la rupture de 2009 liée à la crise sociale, la fréquentation touristique se redresse progressivement et la croisière enregistre une évolution dynamique.

En 2014, le nombre de passagers hors transit s'élève à près de 2 millions et le nombre de croisiéristes s'établit à plus de 234 000. Inauguré en mai 2015, le Memorial ACTe, centre caribéen d'expression et de mémoire de la traite et de l'esclavage, doit permettre de renforcer l'attrait touristique de la Guadeloupe.

## FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

En 2014, l'activité bancaire et financière de la Guadeloupe et dans les Iles du Nord est portée par différents réseaux d'établissements de crédit et assimilés, installés localement ou non. La place bancaire locale totalise vingt-et-un établissements répartis de la façon suivante : cinq banques commerciales affiliées à l'Association française des banques (AFB), six banques mutualistes et coopératives, quatre sociétés de financement, cinq établissements de crédit spécialisés et un établissement à statut particulier.

Ces établissements totalisent 179 agences bancaires et emploient 1 795 collaborateurs. Depuis dix ans, le nombre de comptes à la clientèle ne cesse de progresser ainsi que le niveau d'équipement régional en guichets bancaires et en distributeurs automatiques.

Entre 2004 et 2014, l'encours sain de crédits est passé de 4,4 milliards d'euros à 8,6 milliards d'euros, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 6,9 % sur la période. L'année 2009 marque une rupture dans l'évolution de l'encours, celui-ci augmentant en moyenne de 10,9 % par an entre 2004 et 2008, puis de 4,9 % en moyenne par an depuis 2009. Sur la décennie, la croissance annuelle moyenne est de 6,2 % par an pour les crédits aux ménages et de 7,0 % par an pour les crédits aux entreprises. En 2014, l'encours sain des crédits aux entreprises représentent plus de 45 % de l'encours sain total. Les principaux encours de crédit sont portés par le secteur immobilier (près de 36 %), les services aux entreprises (24,8 %) et les administrations publiques locales (15,4 %). Le taux de créances douteuses brutes s'élève à 6,4 % en 2014 (contre 3,2 % en France hors DOM), traduisant une amélioration de la qualité du portefeuille depuis 2004.

Indicateurs entreprises	2014
Actifs financiers <sup>1</sup> (millions €, à fin déc.)	1 681
Concours bancaires <sup>2</sup> (millions €, à fin déc.)	3 961
dont crédits d'exploitation (%)	8
dont crédits d'investissement (%)	36
dont crédits immobiliers (%)	56
Coût moyen du crédit à MLT (% , octobre 2014)	3,72

<sup>1</sup> auprès de l'ensemble des établissements de crédit

<sup>2</sup> concours sur l'ensemble des établissements de crédit

Source : Iedom

Indicateurs monétaires et financiers	2004	2014
Nombre d'hab. par guichet bancaire	2 767	2 506
Nombre d'hab. par guichet automatique	1 851	1 029
Nombre de comptes bancaires par hab.	1,8	3,0
Actifs financiers des agents éco. <sup>1</sup> (mds €)	3,5	7,6
Encours sains des crédits des agents éco. <sup>1</sup> (mds €)	4,4	8,6
Taux de créances douteuses brutes (%)	10,5	6,4

<sup>1</sup> auprès de l'ensemble des établissements de crédit

Source : Iedom

Indicateurs ménages	2014
Actifs financiers <sup>1</sup> (millions €, à fin déc.)	5 517
Concours bancaires <sup>2</sup> (millions €, à fin déc.)	3 227
dont crédits à la consommation (%)	31
dont crédits à l'habitat (%)	68
Créances douteuses nettes (millions €, à fin déc.)	53
Nombre de dossiers de surendettement	305

<sup>1</sup> auprès de l'ensemble des établissements de crédit

<sup>2</sup> concours sur l'ensemble des établissements de crédit

Source : Iedom

**NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2014 sauf mention contraire.**

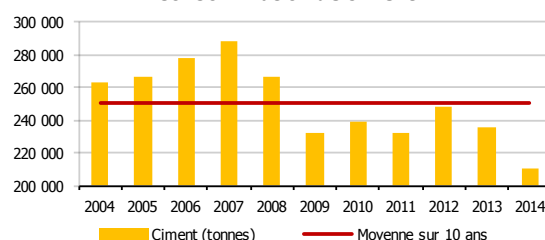
Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables librement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de rédaction : J.-M. PAUGAM

Editeur et imprimeur : IEDOM

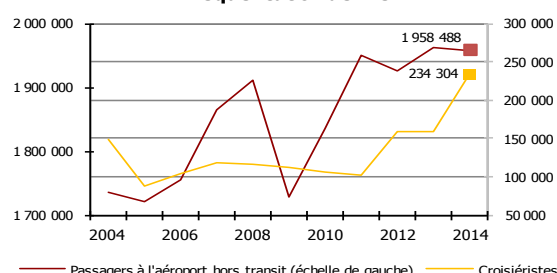
Achévé d'imprimer : Août 2015 – Dépôt légal : Août 2015 – ISSN 1952-9619

Consommation de ciment



Source : Lafarge Ciments Antilles, yc Iles du Nord

Fréquentation de l'île



Sources : Guadeloupe Port Caraïbes, Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes.